



BULLETIN D'INFORMATION DE L'UNION RÉGIONALE EST CGTR

Le 7 mai 2013

APRÈS LE PREMIER MAI, ORGANISONS LA LUTTE !

Le Premier Mai, à l'appel de la CGTR, de la FSU, du SAIPER et de l'UNEF, nous nous sommes retrouvés un bon millier à défilé dans les rues de Saint Denis pour rappeler au patronat et au gouvernement nos revendications : SMIC et retraite minimum à 1700 €, opposition totale au projet de loi sur la « sécurisation de l'emploi » qui n'est autre qu'une remise en cause du droit du travail, lutte pour le plein emploi et l'interdiction des licenciements.

Dans l'Est, nous n'avions pas à rougir de notre cortège où l'on trouvait toujours les « anciens », mais aussi de nouveaux adhérents et militants qui nous ont rejoints dans la lutte que nous menons quotidiennement contre l'exploitation.

Dans un contexte difficile pour les travailleurs confrontés à une offensive conjuguée des patrons et du pouvoir en place, il est important de renforcer notre organisation syndicale, mais aussi de défendre des perspectives de lutte qui rassemblent le plus grand nombre de travailleurs, de chômeurs, de retraités.



GRÈVE DE CARREFOUR : LES GRÉVISTES TIENNENT BON !

Suite à l'échec des NAO dans leur entreprise, les salariés du Carrefour de Quartier Français sont en grève depuis une semaine pour l'augmentation de leurs salaires (5%), mais aussi pour la prise en compte financière de leur mutuelle à 50 % par leur employeur et l'augmentation de la prime repas de 4 à 5 €.

Non seulement la direction ne veut rien lâcher, mais elle a décidé d'assigner les grévistes au tribunal pour entrave à l'accès des clients au magasin.

Carrefour Réunion appartient au multimillionnaire Hayot qui possède aussi la concession Renault. La grande distribution est un des secteurs les plus juteux à la Réunion pour les capitalistes qui ont bien sûr les moyens de satisfaire les revendications des grévistes. Pour notre part, nous sommes partis à une dizaine apporter notre soutien à ces camarades en lutte face à ce patron de combat. La discussion a été chaleureuse. Nous leur avons dit que leur revendication salariale était juste et qu'elle était partagée par tous les travailleurs confrontés à la vie chère.

Les grévistes seraient heureux d'avoir la visite d'autres travailleurs. Nous invitons tous ceux qui peuvent à passer sur leur piquet de grève pour leur apporter leur solidarité.

[La CGTR](#) Union Régionale Est 4 bis rue Raymond Barre - 97470 Saint Benoît

Tél. : 0262 50 14 49 - Fax : 0262 50 53 68

NON AUX LICENCIEMENTS Á LA SERMAT !

Á la Sermat, les salariés s'opposent à l'attribution de la maintenance des chariots cavaliers à la société Kalmar et au licenciement annoncé de 19 d'entre eux. Il y a quelques mois, ces travailleurs avaient fait grève pour les mêmes raisons, mais la direction avait essayé de gagner du temps et avait même signé auparavant un protocole stipulant le maintien des effectifs.

En fait, elle n'a jamais renoncé à son projet de transfert de l'activité et essaye de passer en force aujourd'hui. Mais elle se heurte à la mobilisation des dockers qui pourraient rallier à leur combat leurs camarades du Port comme lors de la dernière grève de la SAMR l'an dernier.

En fait ce qui motive la décision de la Sermat, c'est de rentabiliser encore plus ses installations portuaires et d'augmenter ses marges bénéficiaires. Et cela ne peut se faire dans sa logique capitaliste que sur le dos des dockers... qui ont bien raison de s'y opposer !

NAO BTP : LES PATRONS LÁCHENT DES MIETTES

Les NAO du BTP ont pris fin lundi 6 mai sur une augmentation de 1,5 % au premier avril et 0,1 % au mois d'août, soit 1,17 % sur l'année. Du côté patronal, seule la FRBTP a signé, la CAPEB s'y refusant. Ce qui laisse à penser que dans l'immédiat seuls 8000 travailleurs sur 15 800 verront leurs salaires augmenter et qu'il faudra attendre pour les autres le décret d'extension du gouvernement qui ne sera pas promulgué avant six mois ! Ainsi donc seule la moitié des travailleurs du BTP verra son pouvoir d'achat maintenu avec cette augmentation minimale, l'autre moitié y perdra pendant six mois. Le patronat est davantage gagnant dans l'affaire. C'est foncièrement injuste !

TITULARISATION DE TOUS LES EMPLOYÉS COMMUNAUX !

Le 16 mai, la CGTR FPT appelle les travailleurs des collectivités territoriales à la grève pour la titularisation des 35 000 salariés de cette branche. Malgré tous les discours et les promesses, le pourcentage des agents titularisés dans les communes n'augmente que très peu. La loi sur l'accès à l'emploi titulaire, votée l'an dernier, n'est quasiment pas appliquée. Les travailleurs de la FPT continuent à être menés en bateau depuis des générations. Quand il s'agit d'améliorer le sort des travailleurs, les communes et l'Etat leur opposent toujours leur manque de moyens financiers, mais quand il s'agit d'arroser les patrons, il n'y a aucune objection !

Alors, de toute façon, il n'y a qu'une seule solution pour faire avancer les choses pour les non-titulaires, c'est le rapport de force. Souhaitons donc que l'appel à la grève de la CGTR FPT rencontre le maximum de succès parmi les travailleurs concernés le 16 mai. Tous en grève ce jour-là !

NON AUX PRIVATISATIONS DES SERVICES PUBLICS !

Le Premier Ministre, Jean-Marc Ayrault, est à nouveau à la recherche de 20 milliards d'euros (l'équivalent de ce que son gouvernement a déjà donné au patronat en crédit d'impôts) pour doter tout le territoire français du haut débit (internet) et permettre aux opérateurs privés du net de rafler la mise !

Il s'est dit prêt pour cela à vendre une partie des participations que l'Etat détient encore dans de grandes entreprises telles EDF ou GDF-Suez où l'investissement étatique s'élève respectivement à 27 et 14,5 milliards d'euros.

Ce désengagement de l'Etat d'entreprises chargées d'assurer certains services publics (l'énergie en l'occurrence), ne peut que se traduire que par une augmentation des prix de ces services. Rappelons que suite à la prise de contrôle de Gaz de France par le groupe Suez en 2005, le prix du gaz en France a augmenté de 60 % entre 2005 et 2011. Cette opération s'est faite au profit des actionnaires privés, mais au détriment des travailleurs qui ont vu leurs factures s'envoler.

Chaque mardi, de 18H00 à 19H30, l'Union Régionale Est CGTR organise dans son local une réunion d'information et de discussion sur les problèmes rencontrés par les travailleurs.